

## Les Balkans et l'Europe

Dogot, Cristina-Maria

Veröffentlichungsversion / Published Version

Zeitschriftenartikel / journal article

### Empfohlene Zitierung / Suggested Citation:

Dogot, C.-M. (2008). Les Balkans et l'Europe. *L'Europe Unie : Revue d'études européennes*, 2, 69-74. <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-423909>

### Nutzungsbedingungen:

Dieser Text wird unter einer Deposit-Lizenz (Keine Weiterverbreitung - keine Bearbeitung) zur Verfügung gestellt. Gewährt wird ein nicht exklusives, nicht übertragbares, persönliches und beschränktes Recht auf Nutzung dieses Dokuments. Dieses Dokument ist ausschließlich für den persönlichen, nicht-kommerziellen Gebrauch bestimmt. Auf sämtlichen Kopien dieses Dokuments müssen alle Urheberrechtshinweise und sonstigen Hinweise auf gesetzlichen Schutz beibehalten werden. Sie dürfen dieses Dokument nicht in irgendeiner Weise abändern, noch dürfen Sie dieses Dokument für öffentliche oder kommerzielle Zwecke vervielfältigen, öffentlich ausstellen, aufführen, vertreiben oder anderweitig nutzen.

Mit der Verwendung dieses Dokuments erkennen Sie die Nutzungsbedingungen an.

### Terms of use:

This document is made available under Deposit Licence (No Redistribution - no modifications). We grant a non-exclusive, non-transferable, individual and limited right to using this document. This document is solely intended for your personal, non-commercial use. All of the copies of this documents must retain all copyright information and other information regarding legal protection. You are not allowed to alter this document in any way, to copy it for public or commercial purposes, to exhibit the document in public, to perform, distribute or otherwise use the document in public.

By using this particular document, you accept the above-stated conditions of use.

Cette année est débuté sous le signe des Balkans : les élections de janvier et également ceux de 11 mai, en Serbie ; le délai de la signature de l'Accord de Stabilité et d'Association de l'Union européenne et la Serbie ; l'indépendance de Kosovo, avec tout l'engrenage qui s'est mis en action au niveau européen et international ; le refus de l'OTAN à l'accès de Macédoine. Et la possibilité que les évènements continueront est assez grande... Tous les yeux tournent de temps à temps vers les Balkans, indifféremment vers lequel pays de cette région. Ce qui nous intéresse est toutefois si l'Europe tourne, à son tour, ses yeux vers cette partie de son vieux corps, parce que les Balkans, certainement une partie de l'Europe, de temps à temps ils se dirigent avec toute leur attention vers tout ce que signifie l'Europe, les différents pays et l'Union Européenne...

*Les Balkans de l'Europe...*

Les événements qui se sont passés sur les territoires des Balkans ont toujours représenté un grand défi pour les annalistes et pour les hommes politiques également. On peut affirmer ainsi que la situation est toutefois bien changée après la fin du régime de Milosevic et le commencement d'une stabilisation de la situation politique, économique et sociale devient de plus en plus évident dans toute la région des Balkans. La question des Balkans reste toutefois une qui pose des difficultés en ce qui concerne les analyses, toute nouvelle décision en nécessitant un haut degré d'attention et de compréhension des détails et des acteurs impliqués. On ne peut pas d'aucune manière rester fixés dans les anciens clichés (le déjà légendaire *baril de poudre*) et préjugés, ou de considérer les Balkans comme quelque chose de bizarrerie, impossible à comprendre et en dehors de toute solution. La connexion aux problèmes balkaniques est impossible si elle se passe accompagnée d'une faible connaissance ou dans l'ignorance des nombreux et des compliquées réalités locales. Malheureusement, plus longtemps les problèmes des Balkans n'ont pas trouvé des solutions juste à cause d'une telle faute d'approche, due non particulièrement aux théoriciens, mais surtout aux hommes politiques européens ou aux technocrates communautaires. Toutefois, il n'est pas le cas de tomber dans l'autre extrême, celle de considérer qu'il est impossible à trouver une solution ou que les débats sont complètement inutiles.

Ainsi, l'intervalle le plus sensible de l'histoire actuelle des Balkans, ce d'entre 1991, l'année de la généralisation et de l'amplification du conflit, et 1995, l'année des Accords de Dayton/Paris, une première réussite partielle et de courte durée des pouvoirs occidentaux contre le régime de Milosevic, est la période qui a bénéficié des actions les plus incohérents et timides de la part de pays démocratiques européens et notamment des institutions européennes. C'est une période quand l'Europe a été bien touché par la présence des Balkans comme région géographiquement européenne, mais c'est aussi une époque quand les Balkans n'ont pas du tout senti la présence de l'Europe sur leur territoire, ni de point de vue institutionnel, ni de point de vue des actions les plus simples.

La situation est seulement partiellement compréhensible. Il est vrai qu'à l'époque l'institution européenne de la Politique extérieure et de sécurité commune soit n'existait pas (à travers le processus de la reconnaissance de la Croatie et de Slovénie), soit était à l'amorce de son existence et fonctionnement (au début du conflit et aussi pendant les Accords de Dayton ou le bombardement de l'OTAN sur la Serbie)<sup>1</sup>. Ils ont existé toutefois d'autres raisons qui auraient pu constituer un fondement et une motivation pour le développement des actions plus claires en vue du management de la crise dans l'ancienne Yougoslavie : les échecs successifs de l'Europe unie, durant la période de la Guerre Froide, en vue de la consolidation de sa position régionale et internationale (à la faveur de l'ascension militaire des États-Unis tant en Europe qu'au niveau international) ; le fonctionnement du processus de Coopération Politique Européenne (conceptuellement lancé à Hague, en 1969, et consolidé continuellement jusqu'à l'Acte unique européen) ; le refus européen à la participation des États-Unis (considéré plus lointain) dans le management de la crise yougoslave ; l'effondrement de l'ancienne Union Soviétique parallèlement à l'évolution de la crise yougoslave (la désintégration de l'URSS sera annoncée quelques jours après la reconnaissance unilatérale de Croatie et Slovénie par l'Allemagne) ; le grand niveau d'expectation des États de l'Europe Centrale et de l'Est face à l'Union européenne, généralement, et face à certains États de l'Union, particulièrement (le meilleur exemple est celui de la Croatie et de Slovénie face à l'Allemagne).

Même si le début a été timide, l'Europe est toutefois arrivée aux Balkans. D'un perspectif constructiviste, toutes les implications de l'Union européenne dans la longue crise yougoslave constituent tant une présence européenne dans l'espace balkanique autant agité que, en dépit des résultats moins visibles ou partielle, un embryon de la solution de la crise. Tout accord peut être considéré une norme qui serve comme guide pour le comportement des parties situées sur des positions conflictuelles, même s'il existe la tendance de considérer une intervention extérieure comme artificielle (provenant d'un tiers qui ne connaît pas le conflit de l'intérieur et ne l'assume pas). Tout accord peut devenir un fondement de la reconstruction des individualités belligérantes, indifféremment de leur statut et dimension (États, ethnies, sociétés, groupes etc.), parfois en dépit de leurs intérêts immédiates. D'une perspective réaliste le conflit est quelque chose d'inhérent à la société humaine, le conflit interethnique étant la dernière « innovation » dans la matière. Ainsi, le réalisme politique considère que le déclenchement d'une crise implique automatiquement la solution : déclencher les opérations (même militaires) de management de la crise, et non des actions ayant comme objectif le changement<sup>2</sup> de la société où s'est déclenché la rivalité.<sup>3</sup> A un niveau superficiel les représentants de deux courant théoriques sont considérés l'Union européenne, pour le constructivisme ; et les États-Unis, pour le réalisme.

Ayant comme fondement de l'analyse les deux schémas d'interprétations (toutes les deux comportant, en effet, une méthode « artificielle » d'intervention), la nouvelle

---

<sup>1</sup> Et on doit reconnaître que la Politique extérieure et de sécurité commune n'a pas fonctionné ni dans pour les autres situations politiques importants dans le plan européen ou international (et les exemples de l'Irak et du Kosovo sont assez relevantes).

<sup>2</sup> On pense qu'indifféremment que le changement s'appelle démocratisation ou européisation.

<sup>3</sup> Charles-Philippe David, *Visions constructivistes et réalistes de la consolidation de la paix en Bosnie ou Quand Alice au pays des merveilles rencontre le monstre de Frankenstein*, dans : Revue française de science politique, Année 1999, Volume 49, Nr. 4, passim.

étape qui s'impose visent une courte évaluation des actions développées par l'Union européenne dans l'espace de conflit de l'ancienne Yougoslavie, avec les objectifs suivis et, s'il sera le cas, les résultats obtenus. Uniquement ensuite à cette introspection on peut faire une délimitation plus claire si les actions européennes ont eu un encadrement constructiviste ou réaliste.

### ...l'Europe des Balkans

Avant tout démarche descriptive, un autre s'impose, d'une nature plus subjective : qu'est ce que les Balkans représentent pour l'Europe ? Le chercheur Nikolaos Tzifakis considère<sup>4</sup> que les Balkans n'ont été jamais vu, par l'Union européenne, comme un ennemi, mais uniquement comme un « autre », mais un « autre » perçu, particulièrement au début des années 1990, comme étant dans « une état de sous-développement chronique, politiquement fragmenté, enfermé dans le maquis des anciens animosités et très éloigné de l'idée européenne ». Plus tard l'opinion est un peu changée, les Balkans tant vus comme « capable d'un changement, un *autre* capable de devenir le pair du *je* européen ». Ce processus peut facilement être interprété par la notion d'*européisation*, mais on laisse à plus tard son explication. Dans l'opinion du même Tzifakis, l'Union européenne n'est toutefois égoïste et ne demande pas le changement seulement de coté balkanique, mais elle considère que l'élargissement vers la région balkanique constituera le fondement « de son propre changement, d'une extension de la perception sur les *nous* [les européens] », un changement de nombreux valences et nuances de l'identités européennes.

Quelques actions de l'Union européenne sont considérées les plus importantes. Ainsi, pour l'étape antérieure à l'intervention de l'OTAN, les plus souvent rappelés sont les *Accords de Dayton/Paris* (1995), où c'est réussi le cesse feu en Bosnie-herzégovine ; le lancement, en février 1996, du programme *Regional Approach*, adressé à cinq pays balkaniques (Albanie, Bosnie-herzégovine, Croatie, Macédonie et Serbie, la dernière étant acceptée uniquement à condition de remplir certain clauses politiques) auxquels était offerte la possibilité d'établir des relations contractuelles avec l'Union européenne et aussi de soutien économique et financier, dans l'échange de la réforme de leurs systèmes politiques, de la libéralisation de l'économie et d'améliorer leurs relations réciproques<sup>5</sup>. Après l'intervention de l'OTAN et la défaite de Milosevic (démarche développé par les réalistes), les actions européennes sont plus concrètes et efficaces. Ainsi, le *Pacte de stabilité pour l'Europe de Sud-Est*<sup>6</sup>, signé à Cologne en juin 1999, avait comme objectif la réalisation du cadre juridique dans lequel les ancien États belligérants puissent déclancher et réaliser le processus de démocratisation, les plus importants éléments du pacte étant considérés le respect des droits de l'homme et des minorités, la restructuration économique et la sécurité intérieure et extérieure. L'année 2000 sera un décisif pour la

---

<sup>4</sup> Nikolaos Tzifakis, « EU's region-building and boundary-drawing policies : the European approach to the Southern-Mediterranean and the Western Balkans » in: *Journal of Southern Europe and Balkans*, vol. 9, Nr. 1, Apr. 2007.

<sup>5</sup> Nikolaos Tzifakis considère cette action de l'Union européenne comme une essai de « reconstruire » l'altérité, l'identité différente des Balkans. Cf. N. Tzifakos, *op. cit.*

<sup>6</sup> Un pacte que M. Tzifakis le considère comme l'essai de l'Union européenne de transformer, par l'*auto-renégociation* de la propre identité, les États impliqués dans le conflit en piliers de nouvelles structures régionales. Cf. N. Tzifakos, *op. cit.*

coopération d'entre l'Union européenne et les États des Balkans de l'Ouest, spécialement par la transformation du projet *Regional Approach* dans un *Accord de stabilité et d'association*, dont les prévisions visaient de motiver et aussi de conditionner les États balkaniques pour une future intégration européenne<sup>7</sup>. Les États balkaniques deviendront progressivement (jusqu'en 2007) parties de cet *Accord*, même la Serbie en consentant à cet acte en novembre 2007 et en acceptant les conditions nécessaires à accomplir en vue du commencement des négociations d'intégration (une condition essentielle était la coopération avec le Tribunal pénal international, en vue de pénalisation des criminels de guerre). Après des nombreux débats internes, due spécialement au premier ministre Vojislav Kostunica, et extérieures, due à l'opposition de ministres néerlandais et belges des Affaires étrangères, l'accord a été finalement signé à la fin d'avril 2008.<sup>8</sup>

A tous ces accords on peut ajouter les aides financières et certains projets particulières pour toute État balkanique, visant de domaines divers (économique, politique, juridique, social, éducationnel, de l'infrastructure), et aussi les différents documents stratégiques, les programmes de financement, les rapports de faisabilité ou sur l'évolution de différents domaines, les directives, les recommandations etc., des bonnes fondements pour le développement de la relation d'entre l'Union européenne et les États des Balkans.<sup>9</sup>

Tout en revenant aux questions théoriques, s'il est généralement acceptable que pour les réalistes importante est le management du conflit et non la reconstruction de la société, il devient relativement simple de constater le fort caractère constructiviste des actions de l'Union européenne, où l'accent se pose sur les conséquences, sur les résultats qui peuvent accompagner l'implication directe dans un conflit, c'est-à-dire sur ce qui suit après la cesse du feu, sur les transformations considérées inhérentes à l'étape post-conflit et sur la *consolidation de la paix*. Suivant leur manière d'approche d'un conflit, les réalistes considèrent comme impossible l'institution du modèle démocratique libéral dans l'espace de l'ancienne Yougoslavie parce que les intérêts différents de leaders sont toujours plus importants que la réalisation de d'un certain ordre social. De plus, en vue de la réalisation de ces intérêts, les leaders seront toujours prêts d'appeler soit au discours nationaliste qu'à l'exercice d'une forte autorité sur la population. Dans ce contexte on peut dire que l'Union européenne a trouvé elle aussi une sanction pour les États balkaniques, mais une constructive<sup>10</sup>: l'application du soit dit *principe de conditionnalité*, un élément essentiel de la stratégie européenne pour les Balkans. C'est ce principe que l'Union européenne le met dans un étroit lien avec l'amélioration de ses relations avec les États balkaniques, et aussi avec l'accomplissement par ceux-ci d'un ensemble de conditions politiques et économiques également, nécessaires pour recevoir l'aide européen. Un tel conditionnement peut être considéré l'*Accord de stabilité et d'association*, accord qui a un caractère bilatéral et peut être conclu uniquement sous la réserve de conditions claires de faisabilité s'ils sont accomplis trois étapes préétablies :

---

<sup>7</sup> Une offre considérée prématuré par Tzifakis. Cf. N. Tzifakos, *op. cit.*

<sup>8</sup> *L'UE et la Serbie signent un accord clé à la veille des élections*, <http://www.euractiv.com/fr/elargissement/ue-serbie-signent-accord-cle-veille-elections/article-172063>

<sup>9</sup> La chronologie et la présentation détaillée de toutes ces actions peuvent être trouvés sur le site de l'Union européenne (<http://europa.eu/scadplus/leg/fr/s05055.htm>) ou sur celui du Mouvement pour la paix dans les Balkans ([www.paixbalkans.org](http://www.paixbalkans.org)).

<sup>10</sup> Même s'il s'agit de situations différentes, on peut affirmer qu'il s'agit aussi de sanctions constructives appliquées aux États candidats à l'intégration.

l'aide financière accordé par l'Union européenne ; la libéralisation du commerce d'entre l'État concerné et l'Union ; la signature et la ratification du respectif *Accord*. Très important est le fait que l'adhésion à l'espace européen est un acte de volonté des États (balkaniques), ceux-ci ayant la possibilité de présenter une demande d'adhésion aux structures européennes, tel comme a été le cas pour la Croatie en 2004 et pour la Macédoine en 2005. La relation d'entre l'Union européenne et les États candidats reste toutefois une asymétrique, l'Union préservant le droit d'annuler tout soutien financier si les États signataires de l'*Accord* n'accomplissent pas les critères demandés. C'est une manière par laquelle l'Union européenne offre un aide très attractif pour un État qui a longtemps connu une situation conflictuelle, vérifie et oblige l'État signataire à accomplir certaines conditions pour obtenir l'aide économique et financier, tout en le déterminant à un remodelage et à une réforme intérieur. Tous ces éléments (structures, stratégies et politiques européennes, États, accords etc.) peuvent très bien être considérés séparément, mais ils constituent un puzzle où, si une pièce manque, l'ensemble risque de s'effondrer. Les participants sont ainsi obligés d'être attentifs aux détails et de se « construire » volontairement d'une manière acceptable pour l'Union européenne, mais avec des bénéfices pour la situation intérieure de chacun. L'objectif de l'Union est toutefois plus large : si les anciens États belligérants poursuivent une amélioration de leurs relations avec l'Union européenne par le biais d'un *dialogue politique permanent* (lancé à l'occasion du summit de Thessaloniki de juin 2003), ils seront obligés à une amélioration de leurs relations bilatérales, situation qui constituera finalement le fondement de la paix et de la stabilité régionale et européenne dans la même mesure. C'est ainsi que le double geste, d'octobre et novembre 2003, des présidents de la Croatie et de Serbie-Monténégro, de s'excuser pour les dommages que les citoyens de leurs pays les ont provoqués réciproquement et le lancement des négociations d'entre Serbie-Monténégro et Kosovo, en octobre 2003 sont aussi considérés comme des résultats des stratégies de l'Union européenne pour la région de Balkans de l'Ouest.

Une courte observation de la chronologie de la région nous montrera que l'exemple de la Serbie est assez suggestif tant pour l'opinion réaliste que pour celle constructiviste. Il est strictement nécessaire qu'avant tout démarche concernant les actions de l'Union européenne dans la régions des Balkans on doit mentionner que nous faisons distinction entre la participation des États membres de l'Union européenne aux actions de l'OTAN, considérées comme une manifestation pratique du réalisme politique, et les actions de l'Union européenne comme institution supranationale. On peut ainsi considérer que les premières actions de l'Union, à savoir les représentants envoyés dans l'espace du conflit en vue de négocier la paix, peuvent être considérés comme ayant une nature *partiellement réaliste et moins constructiviste*, parce que ces actions ont échoué dans la réalisation des objectifs proposés : la réalisation de la stabilité et la réconciliation de parties. Ainsi, si pour la période conflictuelle antérieure au juin 1999 a été le réalisme et son adepte principal, les États-Unis, qui ont fait les jeux, l'évolution politique de cet État après 1999 et spécialement à partir de 2006/2007 confirme le « réalisme » de la vision constructiviste. Et parce qu'une évaluation de l'espace balkanique entièrement serait difficile, nous nous limiterons uniquement aux actions européennes concernant la Serbie. Suite à l'échec des Conférences de Rambouillet et Paris de février et respectivement de mars 1999 et à l'action en force de l'OTAN, la Serbie connaîtra une toute autre direction : la perte progressive du pouvoir par Milosevic et l'arrivé au pouvoir

du nationaliste modéré Vojislav Kostunica (1999-2000-2001); la candidature pour devenir membre du Conseil de l'Europe (approuvée en avril 2003) et la réadmission dans l'ONU (2000); l'adoption d'une nouvelle Constitution (à 2003) et la création d'un nouveau État, Serbie-Monténégro, désintégré finalement par le referendum organisé par le Monténégro (2003-2006); l'annonce positive faite en 2005 par la Commission européenne sur la capacité de Serbie de commencer les négociations pour la réalisation d'un pacte d'association et stabilité, suivi d'une année de suspension de relations avec l'Union (mai 2006 - juin 2007); l'élection et la réélection comme président de la Serbie du pro-européen Boris Tadić, le premier président non-communiste de la Serbie. L'orientation pro-européenne de Tadić a permis à la Serbie d'adopter, en mai 2007, un accord sur la facilitation des procédures pour les visas et en novembre de parapher l'*Accord de stabilité et d'association*.

Suite à cette évolution connue par Serbie dans ses relations avec l'Union européenne on peut affirmer la réussite de l'approche constructiviste: malgré tous les obstacles, inhérents pour une société qui a connu des convulsions dramatiques dans l'ère Milosevic, des événements qui ont encore leur place dans la mémoire collective, l'Union européenne a réussi, à côté des forces de l'ONU et parfois avec celles de l'OTAN, à déterminer les États des Balkans (et, même si difficilement, la Serbie) à un changement en ce qui concerne la manière de se rapporter tant aux institutions internationales et européennes qu'un face à l'autre.

Les émotions ne sont pas complètement disparues, toutefois. Les élections de janvier en Serbie, développées dans une période marquée de la tension de la reconnaissance du Kosovo, ont soulevé beaucoup de questions en ce qui concerne la capacité de la société serbe d'avoir une attitude rationnelle devant les urnes, spécialement que le discours de l'opposition dirigeait l'opinion publique vers l'image de la « grande Serbie ». De plus, même si le vainqueur a été le candidat pro-européen, la réussite est restée encore sous le signe du provisoire: Boris Tadić est, au niveau officiel, assez seul dans ses démarches, le gouvernement et le Parlement y s'opposant massivement, spécialement après la déclaration publique d'indépendance de Kosovo. La transformation d'une victoire à court terme dans une viable et ayant des effets à long terme dépend tant des facteurs intérieurs qu'extérieurs. Le président Boris Tadić devra être très sensible aux revendications des citoyens serbes, mais sans tomber au populisme, et d'autre part il devra réussir l'encadrement de la Serbie dans les stratégies proposées par les institutions internationales pour la région de Balkans, l'indépendance de Kosovo incluse. Toutes les deux directions seront difficile à réaliser: tant les serbes (de Kosovo et de Serbie également) que les institutions internationales et l'Union européenne auront de grandes attentes de la part de la classe politique serbe. Et les élections de 11 mai seront un autre moment de la vérité.

### *Finalement, l'euro-périsation est-elle possible ?*

Même une simple lecture, uniquement descriptive, des événements qui ont connu l'implication de l'Union européenne nous détermine à penser à un processus d'euro-périsation générale de la région. Toutefois, une double question se pose dans ce moment-là: la Serbie, la société et les leaders politiques également, c'est déjà inscrit sur la

voie de l'européisation ? Dans quelle mesure l'Union européenne et ses stratégies ont réussi l'européisation de la Serbie ?

Avant de toute réponse, une définition synthétique de la notion d'européisation s'impose comme nécessaire. Ainsi, nous considérons l'européisation comme un double processus : d'un part celui du « transfert de souveraineté vers l'Union européenne », un « développement des structures de gouvernement communes européennes », et d'autre part celui par lequel les stratégies économiques et politiques communautaires deviennent part des systèmes organisationnels et de décision politique nationaux, donc un processus « de construction, diffusion et institutionnalisation des règles formelles et informelles, des procédures, des paradigmes et des modalités de faire la politique, des normes qui offrent la définition des politiques de l'Union européenne dans les discours politiques nationaux, des identités, des structures politiques et des politiques publics ».<sup>11</sup>

Même à la suite de l'analyse antérieure, très lapidaire, on peut nous rendre compte qu'il est impossible de parler de l'européisation de cette « nouvelle » entité politique, économique et sociale européenne qui est la Serbie, ou qu'on peut parler uniquement d'un niveau extensif de ce processus, de l'Union européenne vers la Serbie, et non d'un processus intensif, d'assomption des structures, des politiques et, pourquoi pas, des valeurs européennes. En contrepartie, on peut affirmer que la Serbie connaît plutôt un processus d'*européification*, c'est-à-dire d'une « extension des compétences et d'une extension des pouvoirs de l'Union européenne » sur le système politique et administratif serbe, réalisé par l'intermédiaire des nouvelles institutions européennes, tel comme est le cas de l'*Accord pour Stabilité et Association*. Il est sur qu'avant toute européisation Serbie doit se retrouver et de se réconcilier avec soi-même et avec les autres. Un processus tel complexe comme celui de l'européisation implique des changements profonds, « mais, pour réaliser ces changements profonds, il aurait fallu que l'on cesse de percevoir l'État comme une icône au-dessus des êtres humains, au-dessus de la société. Rompre avec cette mythologie de l'État est indispensable pour développer une politique réaliste et pragmatique de changement. »<sup>12</sup>

Il est très important maintenant que l'Europe (spécialement dans sa variante institutionnalisée, l'Union européenne) et les Balkans se sont retrouvés : d'un part par l'*Accord pour Stabilité et Association*, et d'autre part par Boris Tadić et la part de la population qui a déjà assez de tout conflit et qui considère que le temps de la Serbie européenne est arrivé. Ce raisonnement positif peut être bien élargi : si la réconciliation franco-allemande a été possible, pourquoi ne penser pas de la même manière pour les Balkans ? Il est besoin uniquement que les lieder (européens et régionaux) soient disposés à assumer cet objectif... Malgré l'opinion des Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt que des États comme la Roumanie et Bulgarie ne devrait jamais devenir part de l'Union européenne parce qu'ils appartiennent à une civilisation différente, celle orthodoxe-byzantine, nous osons à dire que la diversité des Balkans n'est pas du tout telle particulière qu'il est impossible de s'encadrer et de l'encadrer dans l'unité/la diversité européenne...

---

<sup>11</sup> Claudio M. Radaelli, *Whither Europeanization? Concept stretching and substantive change*, dans: *European Integration online Papers*, Vol. 4, Nr. 8, 2000.

<sup>12</sup> « Cette Serbie qui n'arrive toujours pas à renoncer aux mythes nationalistes », <http://balkans.courriers.info/article9379.html>



## BIBLIOGRAPHIE

DAVID, Charles-Philippe David, *Visions constructivistes et réalistes de la consolidation de la paix en Bosnie ou Quand Alice au pays des merveilles rencontre le monstre de Frankenstein*, dans : Revue française de science politique, Année 1999, Volume 49, Nr. 4, pp. 545-572.

([http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp\\_0035-2950\\_1999\\_num\\_49\\_4\\_396245?luceneQuery=%28%28%2B%28Charles-Philippe%29+%2B%28David%29%29+AND+%28+%2Baccess\\_right%3A%28free%29+%29%29+AND+%28indexable\\_type%3Aarticlepag%3F%29&words=Charles-Philippe&words=David&words=free&words=articlepag](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp_0035-2950_1999_num_49_4_396245?luceneQuery=%28%28%2B%28Charles-Philippe%29+%2B%28David%29%29+AND+%28+%2Baccess_right%3A%28free%29+%29%29+AND+%28indexable_type%3Aarticlepag%3F%29&words=Charles-Philippe&words=David&words=free&words=articlepag)). Consulté en février 2008.

NURIKIC, Edina, « Cette Serbie qui n'arrive toujours pas à renoncer aux mythes nationalistes », <http://balkans.courriers.info/article9379.html>

RADAELLI, Claudio M., *Whither Europeanization? Concept stretching and substantive change*, in: European Integration online Papers, Vol. 4, Nr. 8, 2000.

TZIFAKIS, Nikolaos, « EU's region-building and boundary-drawing policies : the European approach to the Southern-Mediterranean and the Western Balkans », *Journal of Southern Europe and Balkans*, vol. 9, Nr. 1, Apr. 2007.

*L'UE et la Serbie signent un accord clé à la veille des élections*, <http://www.euractiv.com/fr/elargissement/ue-serbie-signent-accord-cle-veille-elections/article-172063> (consulté le 30 avril 2008)

Pages électroniques officielles :

*Processus de stabilisation et d'association: Balkans Occidentaux*, <http://europa.eu/scadplus/leg/fr/s05055.htm>

*Chronologie : L'Union européenne dans les Balkans*, <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/europe-balkans/chronologie.shtml> (consulté en février 2008)

*Chronologie*, <http://www.paixbalkans.org/chronologie.htm>